

Le temps des féminismes

Michelle Perrot, Eduardo Castillo

Grasset, janvier 2023
208 pages, 20 €

Le livre est le fruit d'entretiens que Michelle Perrot a mené pendant une année avec le journaliste Edouardo Castillo, qui fut son élève avant d'être l'instigateur de l'ouvrage. Le traditionnel jeu de questions-réponses auquel le lecteur pouvait s'attendre a été gommé pour laisser la place à un essai, relativement bref, qui permet à l'historienne de revenir sur sa propre histoire, mais aussi sur l'histoire des féminismes.

Dans les années 1950, au moment où la jeune Michelle Perrot a choisi de devenir historienne, la discipline était encore dominée par l'histoire économique et sociale. Si cette histoire s'intéressait aux ouvriers, elle accordait bien peu de place aux ouvrières.

C'est seulement dans les années 1970 que les femmes devinrent vraiment un sujet d'histoire et que Michelle Perrot commença, avec d'autres historiennes, à s'engager dans un travail d'appropriation. La suite, on la connaît : c'est une succession d'ouvrages qui depuis un demi-siècle font référence.

L'ouvrage permet aussi à l'historienne de s'exprimer sur sa conception de l'histoire. Pour elle, pas question d'écrire une histoire qui serait « au service de », elle se revendique donc comme historienne et féministe, mais en aucun cas comme « une historienne féministe ». L'histoire, dit-elle encore, se caractérise par un regard qui fait émerger des sources nouvelles. Grâce à cette démarche, l'histoire des femmes ne se résume plus à une suite de portraits de femmes illustres, et des figures comme celle de Lucie Baud⁽¹⁾ ont pu émerger.

En ce qui concerne l'histoire des féminismes (Michelle Perrot tient à ce pluriel!) l'ouvrage revient sur les vagues successives qui caractérisent le mouvement et cite



bon nombre de celles et ceux qui l'ont accompagné. Les échanges reprennent quelques débats récurrents (entre universalisme et essentialisme par exemple), mais abordent aussi des questions plus nouvelles comme le « wokisme », l'intersectionnalité ou l'impact de #MeToo. Montrant que les droits des femmes enregistrent des avancées mais aussi des reculs, Michelle Perrot nous indique clairement que « *Le temps des féminismes* » est loin d'être révolu!

(1) Michelle Perrot retrace l'histoire de cette militante syndicale peu connue dans l'ouvrage *Mélancolie ouvrière* paru chez Grasset en 2012.

Françoise Dumont, présidente d'honneur de la LDH



Combien coûtent nos vies?

Enquête sur les politiques du médicament

Pauline Londeix et Jérôme Martin

10/18, octobre 2022
103 pages, 6 €

Un précieux livre de poche, avec une riche bibliographie, pour presque tout savoir des stratégies des grands groupes pharmaceutiques bénéficiant d'une tolérance des gouvernements – quand ce n'est pas d'une complicité masquant à l'occasion des pratiques criminelles comme dans l'affaire Servier⁽¹⁾. En reprenant comme titre un slogan de l'association Act Up-Paris que Pauline Londeix et Jérôme Martin animèrent longtemps, ce livre prolonge leur création en 2019 de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament (otmeds.org) s'opposant à « voir l'accès restreint à des traitements dont le développement a pourtant été en partie financé par de l'argent public ou caritatif » et refusant simultanément « d'assister à la destruction de l'hôpital public, qui engendre des pertes de chances considérables et des drames, alors qu'en parallèle les dynamiques d'augmentation du prix des nouveaux médicaments ne sont jamais remises en cause ». Une large place

est ainsi consacrée aux logiques économiques à l'œuvre dès les priorités de recherche, puis de la fixation des prix. Avec beaucoup d'exemples, comme les ruptures d'approvisionnement perturbant gravement des traitements, en particulier en cancérologie, et l'ampleur des pénuries en santé dans notre pays, ayant été largement rendues visibles par la pandémie alors qu'elles préexistaient depuis longtemps. Voici donc une démonstration éclatante de la dépendance des pouvoirs publics aux seules solutions préconisées par les multinationales de l'industrie pharmaceutique et des cabinets d'audits dociles et coûteux, empêchant anticipation et réactivité en privilégiant les perspectives de profits à court terme au détriment de la réponse aux besoins. Nourries de rencontres internationales, d'analyses de pratiques et de luttes citoyennes dans d'autres pays, diverses préconisations sont avancées, en rupture avec la financiarisation galopante qui « met en péril notre système fondé sur la solidarité »⁽²⁾, soulignant aussi qu'en cas de pandémie il est absurde que les discussions les plus fondamentales aient lieu à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) plutôt qu'à l'Organisation mondiale de la santé (OMS)...

(1) Cf. notre article « Mediator, un crime chimiquement pur », *D&L* n° 201, p. 61

(2) La financiarisation globale de la santé sera le thème d'un atelier co-animé par la LDH lors de l'Université des mouvements sociaux et des solidarités du 23 au 27 août sur le campus de l'Université à Bobigny.

Philippe Laville, élu au Comité national LDH